Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Jugement N° 2025TADCOMM/0099 (appel de la justice de paix)

Audience publique du vendredi, sept mars deux mille vingt-cinq

Numéros du rôle : TAD-2024-01063 et TAD-2024-01064

Composition :

Chantal GLOD,	vice-président,
Jean-Claude WIRTH,	premier juge,
Anouk MEIS,	attachée de justice à titre provisoire déléguée,
Christiane BRITZ,	greffier.

I)

Entre:

PERSONNE1.), sans état connu, demeurant à L-ADRESSE1.),

partie appelante aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Tessy SIEDLER de Luxembourg en date du 6 août 2024,

ayant initialement comparu par la société à responsabilité limitée ETUDE D'AVOCATS WEILER & BILTGEN SARL, établie à L-9234 Diekirch, 30, route de Gilsdorf, inscrite sur la liste V du Tableau de l'Ordre des Avocats du Barreau de Diekirch, immatriculée au RCS de Luxembourg sous le N° B 239498, représentée aux fins de la présente procédure par **Maître Christian BILTGEN**, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à la même adresse, en l'étude duquel domicile fut élu, **actuellement défailante**,

et:

la société à responsabilité limitée **SOCIETE1.) S.à r.l.**, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE2.), représentée par son gérant

actuellement en fonctions, inscrite au RCS de Luxembourg sous le n° NUMERO1.),

partie intimée aux fins du prédit exploit SIEDLER,

comparant par **Maître Erol YILDIRIM**, avocat à la Cour, demeurant à Bech-Kleinmacher.

II)

PERSONNE2.), sans état connu, demeurant à L-ADRESSE1.)

partie appelante aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Tessy SIEDLER de Luxembourg en date du 6 août 2024,

ayant initialement comparu par la société à responsabilité limitée ETUDE D'AVOCATS WEILER & BILTGEN SARL, établie à L-9234 Diekirch, 30, route de Gilsdorf, inscrite sur la liste V du Tableau de l'Ordre des Avocats du Barreau de Diekirch, immatriculée au RCS de Luxembourg sous le N° B 239498, représentée aux fins de la présente procédure par **Maître Christian BILTGEN**, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à la même adresse, en l'étude duquel domicile fut élu, **actuellement défailante**,

et:

la société à responsabilité limitée **SOCIETE1.) S.à r.l.**, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE2.), représentée par son gérant actuellement en fonctions, sinon par qui de droit, inscrite au RCS de Luxembourg sous le n° NUMERO1.),

partie intimée aux fins du prédit exploit SIEDLER,

comparant par **Maître Erol YILDIRIM**, avocat à la Cour, demeurant à Bech-Kleinmacher.

Le Tribunal :

Faits :

I.

Par exploit de l'huissier de justice Tessy SIEDLER de Luxembourg en date du 6 août 2024, PERSONNE1.), sans état connu, demeurant à L-ADRESSE1.), a fait signifier à la société à responsabilité limitée

SOCIETE1.) S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-ADRESSE2.), représentée par son gérant actuellement en fonctions, sinon par qui de droit, inscrite au RCS de Luxembourg sous le n° NUMERO1.), qu'elle relève formellement appel contre le titre exécutoire N° D-OPA2-1686/24 rendu par le tribunal de paix de et à Diekirch, en date du 28 juin 2024.

Par même exploit SIEDLER, elle a fait donner assignation à la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) S.à r.l., à comparaître à l'audience publique du mercredi, 18 septembre 2024 à 10.00 heures du matin, devant le tribunal d'arrondissement de et à Diekirch, siégeant en matière d'appel de la Justice de Paix, Place Guillaume, pour y voir statuer sur le mérite des conclusions du dispositif de l'assignation reproduite ci-après par procédé de photocopie :

II.

Par exploit de l'huissier de justice Tessy SIEDLER de Luxembourg en date du 6 août 2024, PERSONNE2.), sans état connu, demeurant à L-ADRESSE1.), a fait signifier à la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-ADRESSE2.), représentée par son gérant actuellement en fonctions, sinon par qui de droit, inscrite au RCS de Luxembourg sous le n° NUMERO1.), qu'il relève formellement appel contre le titre exécutoire N° D-OPA2-1687/24 rendu par le tribunal de paix de et à Diekirch, en date du 28 juin 2024.

Par même exploit SIEDLER, il a fait donner assignation à la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) S.à r.l., à comparaître à l'audience publique du mercredi, 18 septembre 2024 à 10.00 heures du matin, devant le tribunal d'arrondissement de et à Diekirch, siégeant en matière d'appel de la Justice de Paix, Place Guillaume, pour y voir statuer sur le mérite des conclusions du dispositif de l'assignation reproduite ci-après par procédé de photocopie :

I.

Cette affaire fut mise au rôle par les soins de la partie appelante et inscrite au rôle commercial sous le numéro TAD-2024-01063

A l'appel de la cause à l'audience publique du 18 septembre 2024, l'affaire fut fixée au 29 janvier 2025.

A l'audience publique du 29 janvier 2025, l'affaire fut utilement retenue et Maître Rui VALENTE, avocat, demeurant à Bech-Kleinmacher, en remplacement de Maître Erol YILDIRIM, fut entendu en ses moyens et explications.

La partie appelante ne comparut pas à l'audience, ni en personne ni par mandataire, Maître Christian BILTGEN, ayant informé le tribunal avoir déposé son mandat pour PERSONNE1.).

II.

Cette affaire fut mise au rôle par les soins de la partie appelante et inscrite au rôle commercial sous le numéro TAD-2024-01064.

A l'appel de la cause à l'audience publique du 18 septembre 2024, l'affaire fut fixée au 29 janvier 2025.

A l'audience publique du 29 janvier 2025, l'affaire fut utilement retenue et Maître Rui VALENTE, avocat, demeurant à Bech-Kleinmacher, en remplacement de Maître Erol YILDIRIM, fut entendu en ses moyens et explications.

La partie appelante ne comparut pas à l'audience, ni en personne ni par mandataire, Maître Christian BILTGEN, ayant informé le tribunal avoir déposé son mandat pour PERSONNE2.).

Sur ce le tribunal prit les affaires en délibéré et rendit à l'audience de ce jour, le

jugement

qui suit:

Par titre exécutoire D-OPA2-1686/24 du 28 juin 2024, le tribunal de paix de Diekirch, a déclaré exécutoire l'ordonnance conditionnelle de paiement D-OPA2-1686/24 et a condamné PERSONNE1.) à payer la somme de 7.934,40 euros à la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) S.à r.l., avec les intérêts légaux sur le montant de 7.934,40 euros à partir du 15 mars 2024 jusqu'à solde.

De ce titre exécutoire PERSONNE1.) a régulièrement relevé appel par exploit d'huissier du 6 août 2024.

Par réformation du titre exécutoire entrepris, PERSONNE1.) demande au tribunal de réduire le mémoire d'honoraires 57-2023 à 5.000 euros TTC ex aequo et bono, sinon à de plus justes proportions, payable par moitié uniquement par la partie appelante, partant condamner PERSONNE1.) à payer tout au plus la somme de 2.500 euros, sinon la moitié du mémoire réduit suivant l'appréciation ex aequo et bono, ordonner la jonction entre le présent appel et celui de PERSONNE2.), afin d'éviter une contrariété de jugements concernant la justification en quantum du mémoire d'honoraires 57-2023 du 26 septembre 2023. L'appelante réclame encore la condamnation de l'intimée au paiement d'une indemnité de procédure de 1.500 euros.

Par titre exécutoire D-OPA2-1687/24 du 28 juin 2024, le tribunal de paix de Diekirch, a déclaré exécutoire l'ordonnance conditionnelle de paiement D-OPA2-1687/24 et a condamné PERSONNE2.) à payer la somme de 7.934,40 euros à la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) S.à r.l., avec les intérêts légaux sur le montant de 7.934,40 euros à partir du 15 mars 2024 jusqu'à solde.

De ce titre exécutoire PERSONNE2.) a régulièrement relevé appel par exploit d'huissier du 6 août 2024.

Par réformation du titre exécutoire entrepris, PERSONNE2.) demande au tribunal de réduire le mémoire d'honoraires 57-2023 à 5.000 euros TTC ex aequo et bono, sinon à de plus justes proportions, payable par moitié uniquement par la partie appelante, partant condamner PERSONNE2.) à payer tout au plus la somme de 2.500 euros, sinon la moitié du mémoire réduit suivant l'appréciation ex aequo et bono, ordonner la jonction entre le présent appel et celui de PERSONNE1.), afin d'éviter une contrariété de jugements concernant la justification en quantum du mémoire d'honoraires 57-2023 du 26 septembre 2023. L'appelant réclame encore la condamnation de l'intimée au paiement d'une indemnité de procédure de 1.500 euros.

Tant la partie appelante PERSONNE2.) que la partie appelante PERSONNE1.) n'ayant pas comparu à l'audience des plaidoiries sans motif légitime, il y a lieu, conformément à l'article 75 du nouveau code de procédure civile, de statuer par un jugement contradictoire sur le fond.

A l'audience du 29 janvier 2025, la société SOCIETE1.) demande au tribunal de déclarer non fondés tant l'appel relevé par PERSONNE2.) que l'appel relevé par PERSONNE1.) et demande au tribunal de confirmer les jugements entrepris.

Dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, il y a lieu de joindre, pour cause de connexité, les affaires enregistrées sous les numéros du rôle TAD-2024-01063 et TAD-2024-01064 afin d'y statuer par un seul et même jugement.

PERSONNE2.) et PERSONNE1.) ne se sont pas présentés à l'audience pour maintenir leurs contestations et moyens d'appel.

Dans le cadre d'une procédure orale, tel que c'est le cas en l'espèce, les observations écrites sont irrecevables à défaut de comparution [Cass. 2e, civ. 23 septembre 2004 (IR, recueil DALLOZ, 2004, n° 36)].

L'oralité de la procédure impose aux parties de comparaître ou de se faire représenter pour formuler verbalement leurs prétentions et les justifier. A défaut de comparaître ou de se faire représenter, les conclusions écrites de la partie demanderesse ne peuvent être retenues, faute d'avoir été reprises oralement à la barre, ce même à supposer qu'elles aient été valablement déposées. Ces conclusions ne peuvent en aucun cas suppléer le défaut de comparution et doivent être déclarées irrecevables.

En effet, si dans une affaire devant le juge siégeant en matière de bail à loyer, les prétentions des parties sont obligatoirement précisées à l'acte introductif d'instance, l'affaire est prise en délibéré dans une audience publique lors de laquelle les mandataires des parties demandent au tribunal de statuer conformément à la requête introductive d'instance. Le tribunal n'a pas à statuer sur les prétentions émises dans les écritures de la partie dont le mandataire, respectivement la partie, ne demandent pas au tribunal, lors de l'audience, de rendre un jugement et de statuer sur ces prétentions (Tribunal de Paix de et à Luxembourg, 7 octobre 2015, n°3441/15).

Ce principe de présence s'applique aussi devant la cour d'appel lorsque la procédure est orale. Si l'appelant ne se présente pas à l'audience pour soutenir ses prétentions, la cour d'appel n'est saisie d'aucun moyen et doit confirmer le jugement (Cédric BOUTY, *Procédure orale : dispositions communes*, Répertoire de procédure civile, Dalloz ; Civ. 2e, 21 mars 2013, n°12-15.326 ; Civ. 2e, 19 nov. 2015, n°14-11.350)

Ni les parties appelantes PERSONNE2.) et PERSONNE1.) elles-mêmes ni un mandataire ne s'étant présentés à l'audience de plaidoiries pour soutenir oralement les prétentions écrites figurant dans les actes d'appel et pour demander que le tribunal statue conformément à celles-ci, le tribunal n'a à examiner ni les prétentions ni les moyens de PERSONNE2.) et de PERSONNE1.) contenus dans les actes d'appel.

Le jugement entrepris est partant à confirmer purement et simplement.

A l'audience du 29 janvier 2025, la société SOCIETE1.) a précisé qu'elle ne réclame pas deux fois l'allocation du montant de 7.934,40 euros mais la condamnation in solidum de PERSONNE2.) et PERSONNE1.) au paiement dudit montant.

Il y a lieu de lui en donner acte.

Par ces motifs

le tribunal d'arrondissement de et à Diekirch, siégeant en matière d'appel de la Justice de paix, statuant contradictoirement,

ordonne la jonction des affaires enregistrées sous les numéros du rôle TAD-2024-01063 et TAD-2024-01064,

reçoit les appels en la forme,

les **dit** non fondés,

partant, **confirme** les titre exécutoires entrepris dans toute leur teneur,

donne acte à la partie SOCIETE1.) de ce qu'elle ne réclame pas deux fois l'allocation du montant de 7.934,40 euros mais la condamnation in solidum de PERSONNE2.) et PERSONNE1.) au paiement dudit montant,

condamne PERSONNE2.) et PERSONNE1.) aux frais et dépens de l'instance d'appel.

Ainsi prononcé en audience publique au tribunal d'arrondissement de et à Diekirch, par Nous Chantal GLOD, vice-président près le tribunal d'arrondissement, assistée du greffier Christiane BRITZ.

Le greffier

Le vice-président